

ARGUMENTS EN FAVEUR DE L'INVESTISSEMENT ÉCOLOGIQUE

**Fonds Scotia mondial des
changements climatiques**

Fonds Scotia mondial des changements climatiques

– Faire face aux changements

Situation actuelle

Les changements climatiques vont transformer notre manière de vivre. Personne ne peut prétendre y échapper. D'ailleurs, ils produisent déjà leurs effets.

La question dépasse toutefois la notion de responsabilité sociale. Les changements climatiques mondiaux auront d'importantes répercussions à long terme sur les marchés financiers car les sociétés de tous les secteurs devront réagir aux risques d'exploitation accrus qui en résultent. Les investisseurs disposent donc d'une occasion réelle de réaliser des rendements supérieurs, car les sociétés les mieux placées pour tirer profit de l'adaptation aux effets des changements climatiques et de l'atténuation de ces effets représenteront des placements attrayants.

Le Fonds Scotia mondial des changements climatiques se veut une réponse proactive à la question des modifications du climat. Les changements climatiques constituent un phénomène réel complexe et en constante évolution qui aura des conséquences financières et d'ordre réglementaire sur les entreprises les plus diverses.

Par exemple, des lois vont bientôt attribuer un coût précis aux émissions de dioxyde de carbone (CO₂). Avec la monétisation du CO₂, les sociétés les plus habiles à gérer leurs émissions de ce gaz réussiront peut-être à réduire leurs coûts de fonctionnement. Les sociétés qui intégreront cette nouvelle donne dans leur modèle de fonctionnement en adoptant des pratiques plus strictes en matière d'environnement pourraient faire croître davantage le capital de leurs actionnaires, comparativement à des concurrents non préparés à faire face aux effets des changements climatiques.

Une excellente stratégie de placement à long terme

Le conseiller du Fonds Scotia mondial des changements climatiques est State Street Global Advisors (SSgA), l'un des plus grands investisseurs institutionnels de la planète, qui gère un actif de plus de 2 billions de dollars. Géré par l'équipe spécialisée en placements axés sur l'environnement, la responsabilité sociale et la gouvernance que dirige Bill Page, le fonds réunit un portefeuille diversifié de sociétés en mesure de tirer profit des réponses aux changements climatiques. La stratégie de placement mise sur le long terme et sur des technologies et des pratiques environnementales qui permettront aux entreprises d'atténuer les effets des changements climatiques et de s'y adapter. Cette stratégie :

- évalue des sociétés sur une période de trois à cinq ans au moyen d'un examen rigoureux et intégré de divers critères environnementaux et financiers, qui s'appuie sur d'amples résultats d'analyses menées par diverses sources reconnues dans leurs secteurs;
- prévoit une diversification selon neuf thèmes liés aux changements climatiques et couvrant tous les secteurs de l'économie, ce qui permettra au fonds de miser sur une multitude d'occasions variées tout en limitant les risques qui accompagnent un mandat de placement spécialisé.

Neuf thèmes liés au climat

Combustibles propres : éthanol, éthanol cellulosique, biodiesel, efficacité agricole

Technologie propre et efficacité : transmission judicieuse de l'énergie, utilisation efficace de l'énergie

Transport efficace : transport de personnes et de marchandises

Finance environnementale : finance du carbone

Technologies énergétiques : gestion de la consommation d'énergie, hydrogène, énergie distribuée

Marchands et production d'énergie : gaz naturel, énergie nucléaire

Énergies renouvelables : éolienne, solaire, verte, géothermique, hydroélectrique

Existence durable : soins de santé, communications, commerce de détail

Eau : filtration, distribution, systèmes

- investit dans des sociétés de toutes tailles partout dans le monde, en se concentrant toutefois sur un ensemble de grandes sociétés diversifiées qui sont concernées par plusieurs des thèmes liés au climat, mais en faisant place aussi à de petites entreprises spécialisées qui exploitent des technologies de pointe;
- tire profit du large bassin d'analystes en placement de SSgA

Processus de placement

Présélection

- On procède à une présélection parmi plus de mille sociétés mondiales affichant une valeur boursière d'au moins 300 millions de dollars, un chiffre d'affaires en hausse et des liquidités adéquates.
- La sélection repose sur la présence des neuf thèmes liés aux changements climatiques et sur un excellent classement par Innovest, une agence de notation qui analyse les pratiques de sociétés mondiales en matière d'environnement, de responsabilité sociale et de gouvernance.

Analyse et études

Les 300 sociétés présélectionnées font ensuite l'objet d'une évaluation fondamentale plus exhaustive et d'un classement.

ÉTAPE n° 1 : Analyse d'un point de vue environnemental

- On classe les sociétés suivant les critères d'investissement écologique d'Innovest, ce qui définit leur degré de performance environnementale suivant les produits et services environnementaux offerts et les occasions d'exploitation.
- On évalue les sociétés suivant les liens qu'ils entretiennent avec les neuf thèmes liés au climat.
- On pondère la gouvernance en matière de climat, en évaluant dans quelle mesure la société s'engage financièrement à atténuer les effets des changements climatiques mondiaux.

ÉTAPE n° 2 : Analyse financière

- On analyse les titres d'un point de vue environnemental et financier, les cours boursiers jouant un rôle primordial dans le processus de placement du fonds.
- On classe les sociétés suivant les critères suivants :
Croissance du chiffre d'affaires
Ratios (cours/chiffre d'affaires, cours/flux de trésorerie)
Rentabilité des capitaux (rendement du capital investi, flux de trésorerie disponible)

ÉTAPE n° 3 : Degré de conviction des analystes

- On effectue des recoupements entre les notations environnementales et financières et les portefeuilles modèles des analystes sectoriels mondiaux du groupe des Stratégies mondiales fondamentales (SMF) de SSgA.
- Les sociétés qui sont également bien cotées par les analystes du groupe SMF occuperont le plus de place dans le portefeuille.
- Les sociétés dont le profil environnemental est excellent mais dont les analystes du groupe SMF se font une moins bonne opinion occuperont moins de place dans le portefeuille.

ÉTAPE n° 4 : Élaboration du portefeuille

- On vise à obtenir une bonne diversification parmi chacun des neuf thèmes liés au climat.
- Bien que le fonds ne soit pas aligné sur un indice de référence, ses gestionnaires ne perdent pas de vue les rendements de l'indice mondial MSCI et du KLD Global Climate 100 Index.
- Le poids de chaque titre variera entre 1 % et 3 %.
- On ciblera entre 65 et 75 sociétés susceptibles de bénéficier des réponses aux changements climatiques.

La puissance du changement

À mesure que les conséquences des changements climatiques se manifesteront à l'échelle du globe, nous croyons qu'investir dans ce marché prometteur permettra d'obtenir des rendements solides à long terme tout en démontrant son engagement à investir dans des sociétés mettant en oeuvre des mesures efficaces pour atténuer ces conséquences et pour s'y adapter.

Le Fonds Scotia mondial des changements climatiques met à votre portée la puissance du changement.

Équipe de portefeuillistes



Bill Page

Vice-président et chef des Placements GSE

M. Page est également responsable de la Stratégie Actions de sociétés responsables socialement. M. Page participe à la Table ronde mondiale sur le changement climatique de l'Université Columbia et il appuie le Carbon Disclosure Project ainsi que CERES. Il est aussi membre de l'équipe responsable du système de gestion environnementale de la société State Street ainsi que du Comité sur la responsabilité sociale de la société, qui intègre le GSE (Groupe Solutions en énergie) dans les activités commerciales de State Street. M. Page évolue dans le milieu de la gestion de placements depuis 1986. Il détient un baccalauréat en économie de l'Université de Boston et un MBA de la F.W. Olin School of Business du Babson College.



Matthew Griswold

Vice-président

M. Griswold fait partie de l'équipe des Placements du GSE et oeuvre au sein du groupe des Stratégies mondiales fondamentales à titre de gestionnaire de portefeuilles du GSE. Il gère par ailleurs la stratégie Actions de sociétés responsables socialement. M. Griswold travaille dans le secteur de la gestion de placements depuis 1989 et il détient un diplôme de premier cycle en gestion industrielle de l'Université Carnegie Mellon, de même que le titre de CFA.

AU SUJET DE L'AUTEUR



Christopher McKnett

Directeur

M. McKnett est ingénieur de produits fondés sur des stratégies du GSE et il assure la sélection des fournisseurs, l'intégration des enjeux du GSE ainsi que la conception et la mise à jour des produits. M. McKnett évolue dans le secteur des placements depuis 1999. Il détient un baccalauréat ès sciences en administration des affaires de l'Université du Connecticut et un MBA du Daniels College of Business de l'Université de Denver.

Arguments en faveur de l'investissement écologique

Vue d'ensemble

Les changements climatiques alimentent toujours les débats et font couler beaucoup d'encre dans des publications grand public comme le *Wall Street Journal* et le *Financial Times*¹. Si l'on a d'abord mis en doute l'existence des changements climatiques, on les reconnaît aujourd'hui tacitement et on discute plutôt des réactions qu'ils devraient susciter auprès des gouvernements, des entreprises et de la société civile. Il n'y a pas si longtemps, l'investissement écologique était vu comme un créneau restreint visant à maîtriser le risque. Mais de nos jours, à mesure que l'on prend conscience du phénomène, on y décèle des occasions. Comme les gouvernements, les entreprises et les particuliers sont de plus en plus nombreux à réagir aux changements climatiques, nous croyons que les occasions de placement vont se multiplier. Nous allons nous pencher sur les enjeux liés aux changements climatiques et sur les occasions auxquelles ils donnent naissance.

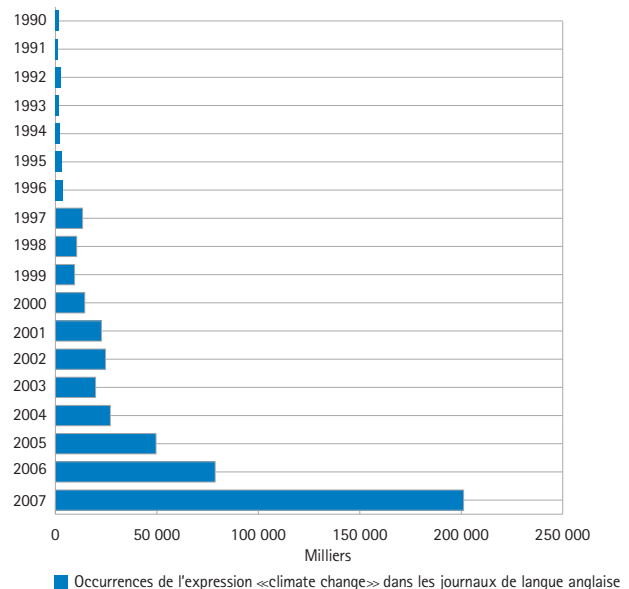
Réagir aux changements climatiques

On estime actuellement qu'en l'absence de mesures d'atténuation les changements climatiques pourraient coûter selon les scénarios les plus pessimistes jusqu'à 20 % du PIB mondial d'ici à 40 ans². Impossible, désormais, de ne pas agir. Prenant conscience de notre dépendance à l'égard des sources d'énergie à forte intensité carbonique et du fait qu'il faudra des décennies pour renverser notre empreinte sur l'environnement, de nombreux chefs d'entreprise et investisseurs tournés vers l'avenir décident d'adopter des mesures à long terme à l'endroit des changements climatiques.

Notre influence sur les températures des océans et de la surface terrestre s'accélère, ce qui accentue les risques et les occasions susceptibles de transformer les marchés financiers au cours des prochaines décennies. Si la Bourse a toujours bien du mal à voir plus loin que la fin du trimestre, et donc à concevoir les risques et les occasions liés à une position ferme à l'égard des changements climatiques, on ne peut plus se satisfaire de la dichotomie voulant qu'un système économique repose sur un compromis entre salubrité de l'environnement et prospérité économique.

Les facteurs qui sous-tendent l'investissement écologique sont nombreux. Une multitude de rapports exhaustifs font ressortir l'influence des humains sur l'évolution du climat, nous nous attendons à ce que des lois attribuent un prix au carbone, et diverses innovations donnent lieu à une foule d'occasions pour les investisseurs. Les arguments en faveur d'investissements axés sur l'environnement s'appuient sur la compréhension des recherches sur les changements climatiques, des orientations recommandées, des risques et des occasions pour les entreprises, et sur la

Figure 1 : Les changements climatiques font de plus en plus les manchettes



Source : Factiva

responsabilité que nous avons tous de préserver des ressources pour les générations futures.

Les changements climatiques présentent plusieurs catégories de risques pour les entreprises. La probabilité et l'intensité de chacun de ces risques varient selon les secteurs d'activité et l'emplacement géographique, mais voici un aperçu des principaux :

- **Chaîne d'approvisionnement** – recensement et mesure de la vulnérabilité de la société à des fournisseurs susceptibles de lui refiler des hausses de coûts parce qu'ils sont dépendants d'énergie d'origine fossile et de matières premières à forte intensité carbonique.
- **Réputation** – conserver une image favorable en matière de changements climatiques et comprendre sa vulnérabilité aux conséquences de ces changements sur l'environnement.
- **Litiges** – réduire les risques de poursuites liées à l'émission de gaz à effet de serre («GES»).
- **Réglementation** – lois nationales en préparation et lois mondiales existantes visant à restreindre les émissions.
- **Risques physiques** – fréquence et intensité accrues des tempêtes, des sécheresses, des inondations et d'autres catastrophes détruisant des biens et des vies.

Les sociétés qui auront soigneusement évalué dans quelle mesure elles sont menacées par ces risques auront peut-être un avantage sur celles qui ne l'auront pas fait.³ Les pressions en ce sens grandissent et les outils nécessaires à de telles évaluations se multiplient.

¹ Du 10 au 19 septembre 2007, *Wall Street Journal*, *Financial Times*

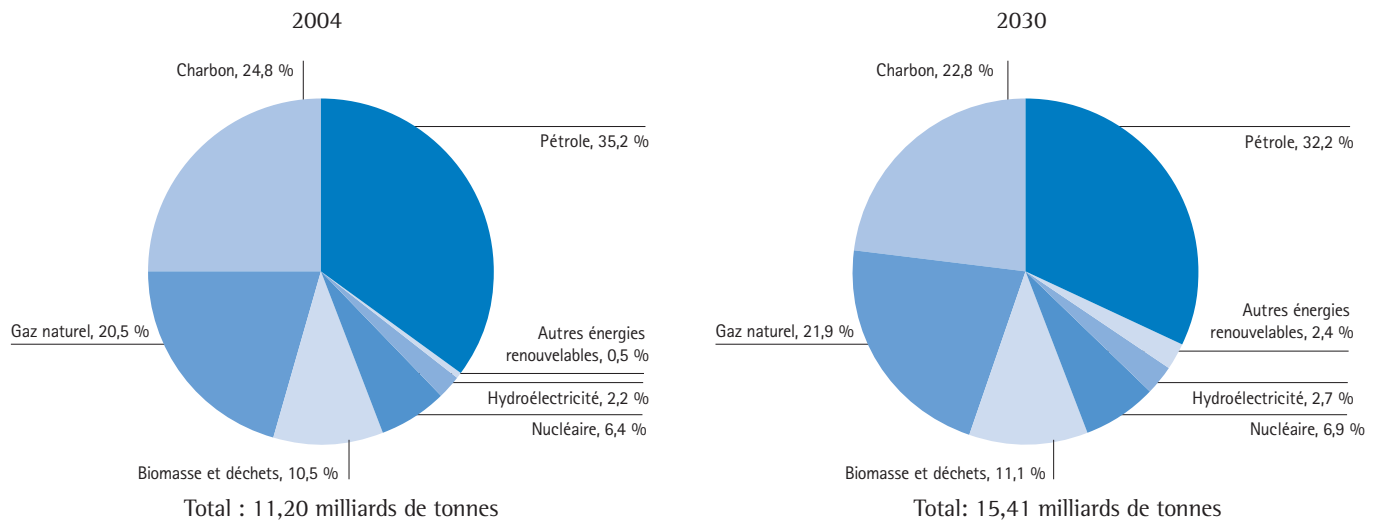
² Rapport Stern

³ Jonathan Lash et Fred Wellington, "Competitive Advantage on a Warming Planet," *Harvard Business Review*, Mars 2007

Impacts sur l'environnement

L'accélération des émissions de GES est exacerbée par l'augmentation de la demande mondiale d'énergie, cette dernière devant croître de plus de 35 % d'ici à 2030.⁴

Demande en 2004 et en 2030; totaux exprimés en tonnes métriques d'équivalent pétrole



Source : Perspectives mondiales 2006 de l'Agence internationale de l'énergie

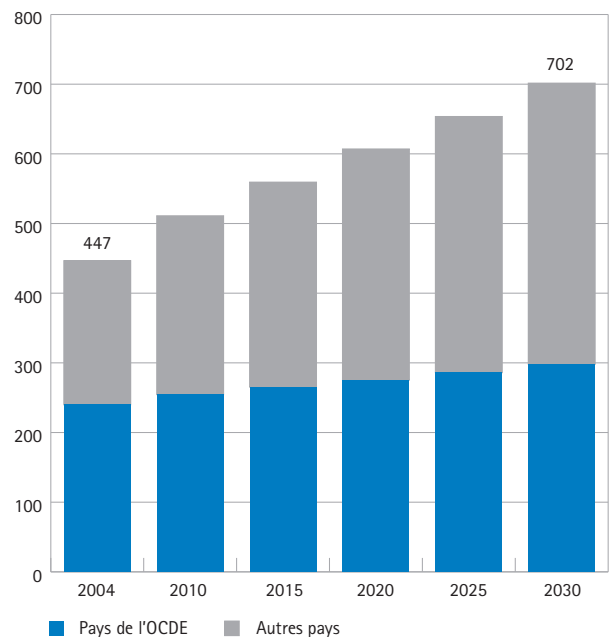
Nous croyons que la demande d'énergie croîtra le plus vite dans les pays en développement et avides d'énergie.

À l'heure actuelle, la majeure partie de l'approvisionnement mondial en électricité provient de sources à grande intensité carbonique comme les centrales au charbon. Selon des estimations, le charbon procurerait près de 50 % de toute l'électricité en Amérique, 70 % en Inde et 80 % en Chine.⁵ Si l'on s'attend à ce que l'approvisionnement énergétique provenant de sources renouvelables augmente plus rapidement en pourcentage, les experts s'entendent pour prédire que les combustibles fossiles représenteront encore quelque 75 % de l'approvisionnement en 2030, comparativement à un peu plus de 80 % en 2004, comme on peut le voir ci-dessus.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC),⁶ un organisme intergouvernemental fondé par l'Organisation météorologique mondiale et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, met en évidence notre rôle dans les changements climatiques et en arrive à la conclusion suivante : «l'essentiel de l'accroissement observé sur la température moyenne globale depuis le milieu du XX^e siècle est très probablement dû à l'augmentation observée des concentrations de gaz à effet de serre anthropiques (découlant de l'activité humaine)».⁷

Selon toute évidence, il faudra appliquer des solutions touchant l'ensemble de l'économie et dépassant le panier d'énergies pour assurer la réussite d'une stratégie d'atténuation et d'adaptation.

Utilisation mondiale d'énergie commercialisée, par région, de 2004 à 2030 (en quadrillions de BTU)



Source : «International Energy Outlook 2007», Energy Information Administration, 27 mai 2007

⁴ Agence internationale de l'énergie

⁵ «Dirty king coal», *The Economist*, 31 mai 2007

⁶ «Qui sommes-nous», <http://195.70.10.65/languages/french.htm>, 23 novembre 2007

⁷ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, «Changements climatiques 2007 : Les éléments scientifiques», GIEC AR4 WG1

Par exemple, le réchauffement et les fluctuations extrêmes du climat comportent des risques physiques pour les personnes et les biens et ils menacent également les espèces sauvages, les animaux d'élevage, l'agriculture, les forêts et le milieu biologique marin qui nous procurent des ressources essentielles et constituent nos systèmes de survie.⁸

Les gros producteurs de GES subiront bientôt des répercussions économiques. Une étude publiée en 2007 dans le *Stanford Environmental Law Journal* laisse entendre qu'on pourrait établir un lien entre les émissions excessives de GES d'une société et les dommages causés par les changements climatiques.⁹ À mesure qu'on internalisera les coûts du carbone, les assureurs et réassureurs attribueront une prime de risque de plus en plus élevée aux contrats de leurs clients, ce qui augmentera le coût de l'assurance et, dans certains cas, empêchera des entreprises d'obtenir de l'assurance.

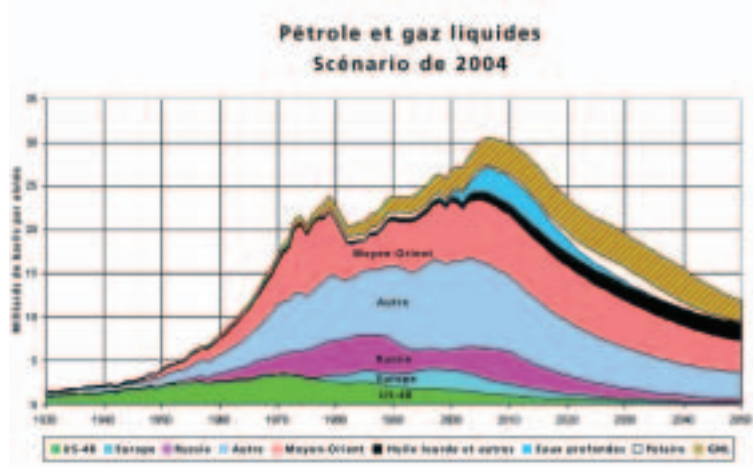
L'ampleur des enjeux climatiques dépasse la portée d'un secteur ou d'une stratégie en particulier. Vu l'inertie du réchauffement climatique, on ne peut compter sur une solution miracle. Comme il existe un effet retardateur, les GES accumulés continueraient de s'accroître pendant des années même si nous mettions fin immédiatement à toute hausse des émissions.

Rareté du pétrole et de l'eau

Malgré l'essor des sources d'énergie et des technologies propres, la sensibilisation aux changements climatiques et les risques importants liés à la dépendance au pétrole, on s'attend à ce que la demande de pétrole continue de progresser sans que l'offre mondiale puisse évoluer au même rythme.

Par ailleurs, la croissance économique demeure étroitement liée à un approvisionnement énergétique peu coûteux et abondant, les précieuses ressources pétrolières en tête. Par conséquent, toute solution adaptative servant à diminuer la demande de pétrole pourrait donner lieu à une croissance économique réelle. Il devient encore plus urgent de rechercher l'efficacité énergétique et des énergies de remplacement quand on songe que l'accessibilité du pétrole et son prix s'approchent d'un tournant décisif, selon la théorie du pic pétrolier.

Ce pic pétrolier désigne le moment où la moitié des réserves pétrolières de la planète seront épuisées. Il est encore plus probable que la production diminue après ce pic, tout simplement parce qu'il ne restera plus assez de pétrole bon marché pour satisfaire à la demande. Comme on extrait en premier les stocks les plus facilement accessibles, l'extraction des quantités restantes pourrait demander plus d'énergie qu'elles ne peuvent en produire. Selon de nombreuses



Source : Cooperman, Gene, College of Computer and Information Science, Northeastern University

estimations, les États-Unis ont déjà franchi leur pic pétrolier à l'occasion de la crise énergétique des années 1970. Pour l'ensemble du globe, on prévoit que le pic sera franchi en 2010.¹⁰

De même, la plus grande partie de la population mondiale ne dispose pas d'un approvisionnement en eau adéquat. Selon la lecture la plus alarmiste, le tiers de la population mondiale ne dispose pas d'un accès fiable à de l'eau saine.¹¹ En 2025, 1,8 milliard de personnes vivront dans des pays souffrant d'une «pénurie d'eau absolue». ¹² Le GIEC s'attend à ce que l'accès à une eau saine soit très vulnérable aux changements climatiques prévus.

À mesure que l'approvisionnement en pétrole et en eau tendra à plafonner, la société mondiale recherchera des moyens de s'adapter, pour assurer la poursuite de la croissance économique. À notre avis, les stratégies misant sur une utilisation plus efficace des ressources existantes et sur le recours à des énergies de remplacement représentent des occasions de placement très prometteuses.

L'occasion

À l'origine, les investissements liés aux changements climatiques relevaient de la gestion des risques. On ne saurait exagérer les risques pour l'environnement et pour l'économie, mais les investisseurs d'avant-garde commencent à voir dans ce défi une source d'occasions. Selon *The Economist*, «Les changements climatiques... vont donner lieu à de nouvelles occasions – nouveaux marchés, nouvelles technologies, nouvelles entreprises et nouveaux revenus à récolter. Il y a donc risque de perturbations. Si l'on resserre les mesures de contrôle visant le carbone, seront avantagées les sociétés qui s'y seront bien préparées.»¹³ Bref, tout indique que le réchauffement climatique fera des gagnants et des perdants.

⁸. «Climate Change Futures, Health, Ecological and Economic Dimensions», The Center for Health and the Global Environment Harvard Medical School, novembre 2005

⁹. C. Ross, E. Mills, S. Hecht, «Limiting Liability in the Greenhouse: Insurance Risk-Management Strategies in the Context of Global Climate Change», *Stanford Environmental Law Journal*, Vol. 26A (2007): 251

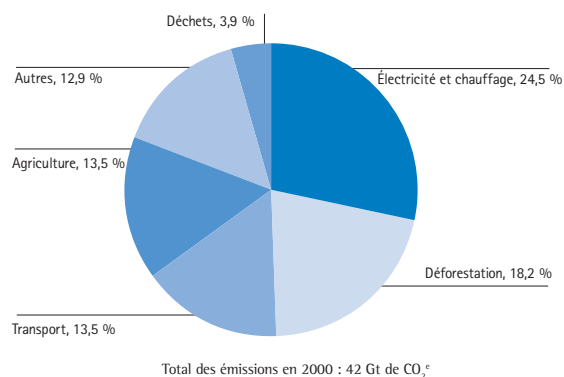
¹⁰. C.J. Campbell, «Industry Urged to Watch for Regular Oil Production Peaks, Depletion Signals», *Oil and Gas Journal*, 14 juillet 2003

¹¹. Institut international de gestion des ressources en eau

¹². Programme des Nations Unies pour l'environnement : «l'environnement pour le développement», GEO-4, 25 octobre 2007

¹³. Emma Duncan, «Cleaning Up», *The Economist*, 31 mai 2007

Émissions mondiales par secteur



Source : Rapport Stern

Les secteurs les plus intéressants sont ceux qui produisent les plus importantes émissions de GES. Ces secteurs présentent les risques de pertes les plus considérables, parce qu'ils produisent le plus de GES. Et pourtant, au sein de chacun de ces secteurs, les sociétés qui s'adapteront les premières à la nouvelle donne auront l'occasion de faire des gains.

L'investissement écologique cherche à tirer profit des sociétés qui agissent proactivement pour réduire leur vulnérabilité aux changements climatiques et pour s'adapter à leurs effets. Les sociétés prenant les mesures nécessaires pour dominer les nouveaux marchés qui s'ouvriront en réponse à la demande d'outils d'atténuation et d'adaptation jouiront sans doute d'un potentiel de croissance remarquable.

Bientôt des lois relatives aux changements climatiques aux États-Unis

La majorité des pays développés se sont déjà dotés de lois relatives aux changements climatiques qui définissent des cibles d'émissions contraignantes; en novembre 2007, 175 nations avaient ratifié le protocole de Kyoto. Étant donné que les États-Unis sont le plus grand émetteur de dioxyde de carbone (CO₂), on ne peut envisager de stabiliser et de réduire la production mondiale de GES sans que les États-Unis y prennent une part active en vertu d'une convention-cadre faisant suite au protocole de Kyoto. À mesure que s'intensifieront les pressions politiques, économiques et environnementales, nous croyons que les États-Unis adopteront des lois limitant les émissions de GES et qu'ils adhéreront à un cadre mondial de réduction des émissions.

Vingt-cinq États ont imposé à leurs sociétés de services publics d'obtenir jusqu'à 30 % de leur électricité de sources renouvelables d'ici 10 à 15 ans. Vers la fin de 2007, 163 projets de loi du Congrès américain faisaient référence aux «changements climatiques».¹⁴ Dix grands projets de loi portant sur les conditions du marché et déposés à la 110e session du Congrès américain visent à attribuer

un prix au carbone en taxant les émissions ou en établissant un système de quotas et d'échange de droits d'émission.¹⁵ Les deux mécanismes d'établissement des prix visent à freiner la tendance à la hausse des émissions de CO₂ et d'autres GES.

Chacun de ces projets de loi fédéraux s'appuie sur deux grands précédents : l'efficacité de la Loi sur la qualité de l'air qui a permis de réduire les pluies acides attribuables aux émissions de dioxyde de soufre, ainsi que l'efficacité mesurée de systèmes d'échange de droits d'émission mis en place ailleurs qu'aux États-Unis dans la foulée du protocole de Kyoto. Dans le cadre d'un système de quotas et d'échange de droits d'émission, chaque société se voit attribuer des quotas d'émission de GES ainsi que des crédits d'émission. L'entreprise qui n'utilise pas la totalité de ses droits d'émission peut les revendre à d'autres qui ont dépassé leurs quotas. Un tel système donne lieu, dans les faits, à un marché du carbone, puisqu'il définit un coût pour la pollution et qu'il valorise les énergies de remplacement et l'efficacité énergétique. Les émetteurs en amont pourraient être avantagés temporairement, si les crédits non utilisés sont attribués gratuitement ou dans le cadre d'encans à prix réduit. À plus long terme, les sociétés les plus efficaces pourront vendre leurs crédits à des émetteurs dépassant leurs quotas.

Un nouveau marché pour le carbone

Bien que d'autres GES possèdent un plus fort potentiel unitaire de réchauffement mondial, les lois et les ententes d'échange de droits d'émission portent surtout sur le CO₂, qui représente la majorité des émissions de GES.

La création d'un marché du carbone robuste donnera aux intermédiaires l'occasion de répartir efficacement les crédits carbone et le capital. À l'échelle mondiale, on s'attend à ce que le marché florissant du carbone atteigne 36 milliards de dollars avant la fin de 2007.¹⁶

En bout de ligne, l'attribution d'un prix aux émissions de carbone et d'autres GES devrait avoir un effet durable sur les marchés financiers et les stratégies des entreprises. Selon un rapport du National Petroleum Council publié en 2007, «les politiques visant à freiner les émissions de CO₂ vont modifier le panier d'énergies, faire croître les coûts liés à l'énergie et forcer un ralentissement de la croissance de la demande».¹⁷ Le rapport affirme également que «le monde devra atteindre une plus grande efficacité énergétique et aura besoin de toutes les sources d'énergie économiques et écologiques disponibles pour soutenir et favoriser la croissance future.»

¹⁴ The Library of Congress, <http://thomas.loc.gov/cgi-bin/thomas>, 23 novembre 2007

¹⁵ «Summary of Market-Based Climate Change Bills Introduced in the 110th Congress», Resources for the Future, <http://www.rff.org>, 10 août 2007

¹⁶ PointCarbon, données publiées par le Wall Street Journal. Abboud, Leila. «Banks See Green in Carbon Projects», Wall Street Journal, 18 décembre 2007; page C1

¹⁷ National Petroleum Council 2007

Atténuation et adaptation

Sous l'effet de l'internalisation des coûts liés au carbone et de la demande constante de nouvelles sources d'énergie et d'efficacité énergétique, nous croyons qu'il deviendra possible de distinguer des chefs de file et des traîneurs. Les sociétés qui réduiront leur exposition aux GES disposeront peut-être d'un levier favorisant leur croissance, tandis que celles y attendront d'y être contraintes par la législation risquent de prendre un retard non rattrapable.

Les stratégies d'adaptation et d'atténuation visent à amoindrir les effets des changements climatiques. Les stratégies d'atténuation interviennent sur le plan des produits dans le but de limiter les concentrations de GES. Quant aux stratégies adaptatives, elles équivalent à des ajustements aux effets réels ou prévus des changements climatiques. En effet, des marchés se créent non seulement en fonction des changements climatiques observés, mais aussi des changements perçus.

Atténuation

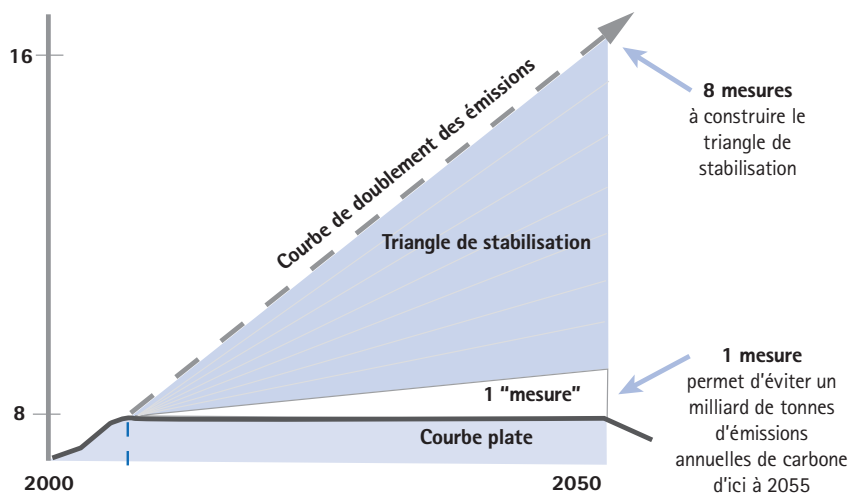
En 2006, l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale, Sir Nicholas Stern, concluait que le prix d'une intervention immédiate serait bien moindre que celui des dommages ainsi évités. Selon lui, nous pourrions commencer à investir chaque année 1 % de notre PIB et éliminer ainsi la plus grande partie des risques que présentent les changements climatiques en ne permettant pas à la concentration de CO₂ de dépasser 550 parties par million, ou encore nous résigner à une perte annuelle du PIB de l'ordre de 5 à 20 %, attribuable à la hausse des températures et aux extrêmes climatiques qui s'ensuivront, ainsi qu'aux dommages causés aux sources de nourriture, à l'eau et à l'écosystème. Sir Stern préconise donc d'attribuer un prix aux émissions de carbone, d'élaborer des technologies propres et de remédier aux échecs du marché en matière de promotion d'efficacité énergétique.

Les chercheurs Robert Socolow et Stephen Pacala de l'université de Princeton ont conçu un outil à l'intention des décideurs, pour les aider à choisir des mesures de diminution des GES, en proposant un cadre stratégique fondé sur huit mesures d'atténuation. Chacune de ces mesures fait partie d'une stratégie aux multiples facettes visant à stabiliser les émissions de carbone à un niveau acceptable d'ici à 50 ans. Chaque catégorie de stabilisation détaille des mesures qui permettraient de réduire les émissions annuelles de carbone par un milliard de tonnes métriques en augmentant à l'échelle des technologies existantes afin de les déployer partout dans le monde.

Les huit mesures contribuant au triangle de stabilisation :

- Efficacité et préservation
- Remplacement des centrales à charbon par des centrales à gaz naturel
- Capture et stockage souterrain du carbone

- Multiplication du parc nucléaire
- Accroissement du parc éolien
- Accroissement de la capacité de panneaux solaires
- Accroissement de la production de biocarburants
- Réduction de la déforestation et accélération de la plantation forestière¹⁸



Source : 2007, Université de Princeton, Projet d'atténuation du carbone

Cette théorie indique la direction à suivre pour innover et investir de manière à ce que les activités correspondant à ces mesures deviennent de plus en plus efficaces et finissent par être rentables.

Adaptation

Malgré les efforts qui s'imposent pour atténuer les effets des changements climatiques, le réchauffement planétaire est déjà en marche et ses effets continueront d'être ressentis même si l'on réussit à réduire les émissions annuelles de GES. L'adaptation reste donc la seule avenue possible pour les prochaines décennies, en attendant que les mesures d'atténuation produisent leurs effets.¹⁹

Il est possible que les changements climatiques s'accompagnent de certains avantages à court terme. Par exemple, les régions au climat assez frais pourraient bénéficier d'un meilleur rendement de leurs cultures et attirer plus de touristes. Toutefois, de tels avantages seraient de très courte durée et ne compenseraient en rien les coûts à long terme, et particulièrement ceux qui seraient transférés aux économies en développement, qui ont «une capacité d'adaptation plutôt faible et sont plus dépendantes de ressources sensibles au climat, telles que les ressources locales en eau et les ressources alimentaires».²⁰

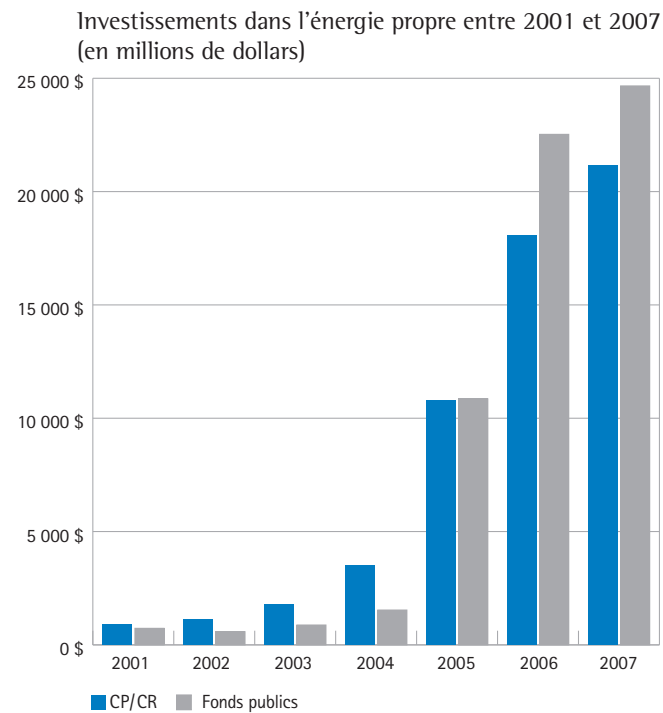
¹⁸. S. Pacala et R. Socolow, «Stabilization Wedges: Solving the Climate Problem for the Next 50 Years with Current Technologies», Science 305 (2004): 968-72

¹⁹. Nicholas Stern, «Review: The Economics of Climate Change: The Stern Review», janvier 2007, p. 403

²⁰. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, «Contribution du Groupe de travail II : Conséquences, adaptation et vulnérabilité, Résumé à l'intention des décideurs», 6 avril 2007

Un certain optimisme demeure toutefois permis. En Chine, diverses stratégies d'adaptation ont déjà été en oeuvre, notamment des investissements de plus de 3 milliards de dollars dans la lutte contre les inondations effectués entre 1960 et 2000 et qui, selon les estimations, auraient permis d'éviter des pertes de quelque 12 milliards de dollars.²¹ La Chine entend par ailleurs construire 375 usines de traitement des eaux usées au cours des cinq prochaines années et elle produit déjà 80 % de son eau chaude au moyen de la thermie solaire.²²

Les pays développés appliquent eux aussi avec succès des stratégies d'adaptation. En Australie, où le rendement des champs de blé est très sensible aux modifications climatiques, des stratégies reposant entre autres sur l'utilisation de matériel de récolte assisté par GPS, le labour restreint, le recours à des variétés de blé résistant à la sécheresse et l'optimisation des dates de plantation et des méthodes d'arrosage ont donné lieu à des gains d'efficacité et fait croître les rendements de 30 % depuis dix ans.²³



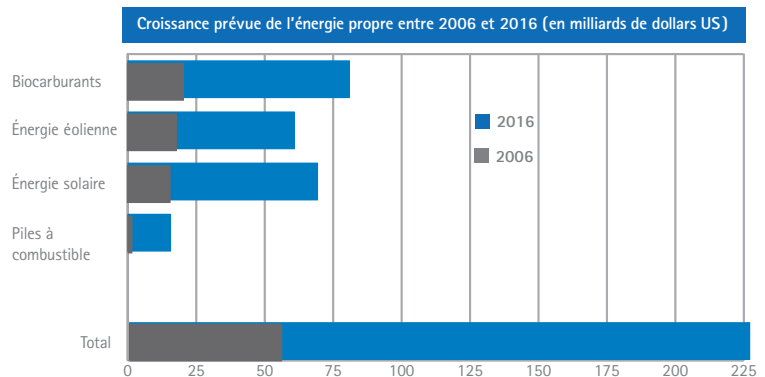
Source : New Energy Finance, 2007

À mesure que les marchés financiers s'éveilleront aux impératifs des changements climatiques, nous croyons que les occasions se multiplieront tant pour les solutions d'adaptation que pour les solutions d'atténuation. L'essor des sources d'énergie et des technologies propres démontre justement que les marchés financiers commencent à reconnaître les changements climatiques mondiaux.

Sources d'énergie et technologies propres

L'intérêt du marché pour les solutions d'atténuation se manifeste dans l'augmentation des sommes destinées à l'élaboration de solutions technologiques dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, des technologies de l'information et du transport. La société New Energy Finance, spécialisée en recherches et en conseils, estime que les placements de capital privé et de capital de risque dans l'énergie propre ont bondi de 67 % entre 2005 et 2007.²⁴

Une modeste hausse de la demande de technologies propres pourrait se traduire par une croissance remarquable des revenus. La société CleanEdge, Inc. prévoit que les revenus provenant des quatre principales technologies d'énergie propre augmenteront de plus de 300 % au cours des dix prochaines années, comme l'illustre le graphique ci-dessous.



Source : CleanEdge, 2007

Conclusion

Les conséquences environnementales et économiques des changements climatiques figurent désormais parmi les préoccupations des conseils d'administration, des gestionnaires de portefeuille et des décideurs. On peut s'attendre à ce que, pendant de nombreuses années à venir, la réduction des émissions de GES procure un avantage concurrentiel et que les mesures d'atténuation et d'adaptation permettent de réaliser des bénéfices. À mesure que les émissions de GES seront monétisées et que les ressources naturelles essentielles se raréfieront, les entreprises et investisseurs devront composer avec de nouveaux risques et occasions difficiles à quantifier. Une stratégie d'investissement écologique voit ces risques et ces occasions comme des mesures fondamentales supplémentaires de la capacité d'une société à créer de la richesse pour ses actionnaires ou à la dilapider.

²¹ Nicholas Stern, «The Economics of Climate Change: The Stern Review», janvier 2007, p. 434

²² Kenny Tang, «The Global Water Crisis: Innovations to Watch For», The Wall Street Journal, 24 septembre 2007, «Sunlit uplands» The Economist, 31 mai 2007

²³ «Climate Change Risk and Vulnerability», Department of the Environment and Heritage Australian Greenhouse Office, mars 2005

²⁴ New Energy Finance fait état de placements de capital privé et de capital de risque dans l'énergie propre de l'ordre de 18,1 milliards de dollars en 2007, comparativement à 10,8 milliards en 2005.

**Pour de plus amples renseignements,
prière de téléphoner au
1-866-257-1362**

Le présent article de State Street Global Advisors (SSgA) vous est fourni à votre intention seulement. Les opinions exprimées dans cet article reflètent la pensée des auteurs en janvier 2008, mais elles pourraient changer selon l'évolution de la conjoncture du marché et d'autres variables. Ces opinions peuvent s'écarter de celles d'autres groupes de placement de SSgA qui adhèrent à des philosophies de placement différentes. Les renseignements fournis ne constituent ni des conseils en placement, ni une offre de vente, ni une sollicitation d'achat de titres, et ne doivent pas être considérés comme tels. Ces renseignements ne tiennent pas compte des objectifs et stratégies de placement, de la situation fiscale ou de l'horizon de placement de l'investisseur. Nous vous invitons à vous adresser à votre conseiller fiscal ou financier. Toute l'information contenue dans le présent document provient de sources jugées fiables mais son exactitude n'est pas garantie. Nous ne donnons aucune garantie ni ne faisons aucune déclaration quant à l'exactitude actuelle des décisions basées sur l'information présentée et nions toute responsabilité quant à de telles décisions. Les rendements passés ne sont pas garants des résultats futurs. SSgA peut entretenir ou chercher à entretenir des relations, à titre de gestionnaire de placements ou autre, avec des sociétés mentionnées dans le présent document ou avec des personnes affiliées à ces dernières, y compris leurs administrateurs, leurs dirigeants et leurs régimes de retraite.

Les Fonds Scotia sont offerts par Placements Scotia Inc., filiale en propriété exclusive de La Banque de Nouvelle-Écosse. Les placements en fonds communs peuvent entraîner des commissions, des frais de suivi et des frais et dépenses de gestion. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Des exemplaires de ce dernier sont disponibles dans toutes les succursales de la Banque de Nouvelle-Écosse, de Trust et Banque Scotia, de ScotiaMcLeod ainsi qu'auprès de courtiers indépendants autorisés. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur fluctue souvent et leurs rendements antérieurs ne sont pas nécessairement répétés.

^{MC} Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse, utilisée sous licence.



Recyclé

Contribue à l'utilisation responsable
des ressources forestières
www.fsc.org Cert no. SW-COC-1161
© 1996 Forest Stewardship Council

